

en nombre suffisant pour prêter un appui réel aux Tchéco-Slovaques. Les Tchéco-Slovaques ne cherchaient pas à combattre sur le front de l'Est; elles venaient vers l'Est dans le but de prendre les bateaux qui les ramèneraient vers le front de l'Ouest, et ainsi, je ne vois pas de raison réelle de cette intervention.

L'hon. M. ROWELL: Je n'ai peut-être pas bien élucidé ma pensée, ou bien mon honorable ami ne l'a pas bien saisie. J'ai dit que le but visé primitivement par les Tchéco-Slovaques était de se rendre par la Sibérie à Vladivostok, de prendre les bateaux pour la France et d'y combattre sur le front de l'Ouest.

M. POWER: Ce ne serait pas là organiser le front de l'Est.

L'hon. M. ROWELL: A cette époque, on supposait que le gouvernement de Russie était bien disposé envers les Tchéco-Slovaques et ami des Alliés. Les événements ont prouvé qu'ils n'étaient amis ni des Tchéco-Slovaques ni des Alliés. Ils interceptèrent le passage des Tchéco-Slovaques, qui ne purent sortir de Russie et ils durent y combattre pour échapper à la destruction, et ainsi toute la situation se trouva modifiée.

Mais quand l'honorable député me demanda ce que je pense touchant certaines questions de stratégie, je lui avoue franchement que cela est du ressort du conseil suprême de guerre et du maréchal Foch. Je n'ai pas et ne prétends pas professer d'opinion en matière de stratégie militaire. Sur la question de savoir où il faut livrer bataille, placer les armées et envoyer des troupes, nous devons adhérer à l'avis des chefs du conseil suprême.

L'hon. M. ROWELL: J'ai dit qu'on avait consulté le cabinet impérial de guerre sur l'opportunité d'envoyer une expédition en Russie, parce qu'il avait à sa disposition les opinions des conseillers diplomatiques et militaires.

M. VIEN: C'est le cabinet dans lequel a siégé l'honorable ministre qui a consenti à cette expédition.

L'hon. M. ROWELL: Oui.

M. VIEN: Si j'ai bien compris le ministre, il a dit que l'opportunité d'envoyer des troupes a été confiée au conseil suprême de guerre.

L'hon. M. ROWELL: J'ai dit que la question de l'emplacement des troupes et des endroits où l'on devrait combattre relevait

du conseil suprême de guerre. La question de savoir si les alliés iraient porter secours aux Tchéco-Slovaques et aux Russes qui luttèrent contre les Allemands—la question de savoir si nous admettrions ou rejeterions les vues du conseil suprême de la guerre sur l'importance d'établir un front oriental, était un projet sur lequel nous avons le droit et même l'obligation d'exprimer une opinion.

Quant à la question de faire envoyer une expédition par le Canada, la décision a été prise vers la fin de juillet ou au commencement d'août qu'il y aurait intervention des alliés, et on a étudié de la manière que j'ai mentionnée ce que le Canada devait faire. Le Canada a envoyé des hommes pour une raison valable. Il fut admis que tous les alliés seraient représentés dans cette expédition. On décida que le Japon qui disposait des hommes et qui était le plus rapproché du théâtre de la guerre, fournirait la partie principale des troupes. Chacun reconnut que c'était une mesure nécessaire dans la situation. Les autres alliés devaient envoyer des contingents d'après leur possibilité.

La question se souleva de savoir comment serait composé le contingent qui représenterait l'empire britannique. L'Angleterre avait jeté sur le front occidental tous les hommes dont elle pouvait disposer; pas moins de trois cent mille jeunes gens de dix-huit ans avaient, dit-on, été expédiés dans la première partie de l'année, en avril, mai et juin. J'ai vu ces régiments faire l'exercice et c'étaient de simples écoliers. Il n'y en avait pas d'autres disponibles et comme la situation était très critique, on avait dû appeler ces jeunes garçons. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-Sud et l'Angleterre avaient mis en ligne plus d'hommes que le Canada en proportion de leur population; quand il s'agit de déterminer comment serait composé le contingent de l'empire anglais, nous avons pensé qu'il n'était que juste, puisque nous ne pouvions pas nous conformer à la demande du War Office, d'envoyer un autre contingent en France, de nous préparer au moins à fournir une brigade pour l'envoyer en Sibérie. Nous avons pris cette détermination, en raison de la situation critique du moment et en ce qui me concerne—et je suis sûr qu'il en est ainsi de mes collègues—je n'ai absolument rien à regretter de ce que nous avons fait. Nous aurions manqué à notre devoir alors si nous n'avions pas entrepris de faire le peu que nous pouvions pour venir en aide à la situation.

[M. Power.]